

INSTALLATION D'UN GROUPE D'EVALUATION DU PROGRAMME  
DE CONCESSIONS AGRICOLES

Benaïssa décidé à clore le dossier de la GCA

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a mis en place un groupe qui sera chargé d'évaluer le programme de mise en valeur par les concessions. Ce comité devra, en outre, dresser un audit en bonne et due forme de la Générale des concessions agricoles, structure qui a défrayé la chronique du temps de Saïd Barkat.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Agriculture semble décidé à clore définitivement le dossier de la Générale des concessions agricoles.

Dans une décision ministérielle signée le 27 octobre 2009, Rachid Benaïssa a institué un groupe de travail qui sera chargé d'évaluer la situation du programme de mise en valeur des terres par les

concessions. Présidé par le directeur de l'organisation foncière et de la protection des patrimoines, ce groupe est composé des différents directeurs centraux du ministère de l'Agriculture. Le directeur de la Générale des concessions agricoles est également membre.

La mission de ce groupe s'avère aussi longue qu'ardue. Ainsi, il devra «évaluer la

situation des projets réalisés et les projets en cours de réalisation en étudiant au cas par cas leur situation par l'établissement d'un état des lieux, proposer les mesures de sauvegarde des investissements réalisés et de gestion des périmètres déjà clôturés ou proposés à la clôture, examiner les études et le plan de financement des projets à restructurer, faire le point de la situation des dettes, créances et contentieux induits par la mise en œuvre du programme de mise en valeur des terres par la concession», peut-on lire dans cette décision ministérielle.

Le département de Rachid Benaïssa envisage surtout de

sévir puisque ce groupe aura également pour mission de «veiller au respect de la réglementation et de proposer toute mesure légale afin d'assurer la protection des intérêts du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et de la Générale des concessions agricoles».

Selon des sources au fait de ce dossier, la mission de ce groupe sera essentiellement «coercitive» puisqu'il devra mettre à nu les multiples failles constatées dans la gestion de la Générale des concessions agricoles.

L'objectif d'une telle démarche étant de clore le dossier GCA, considéré comme l'un des principaux

points noirs du passage de Saïd Barkat au département de l'Agriculture. Corruption, détournements, violation de la législation régissant les marchés publics, passe-droits... l'affaire de la Générale des concessions agricoles est l'un des plus grands scandales politiques de ces dix dernières années.

Notons que Rachid Benaïssa a tenté, dernièrement, d'engager un processus d'apurement des créances détenues par les opérateurs ayant participé à la réalisation des périmètres agricoles de ce programme de concession. Cette initiative n'a pu aboutir puisque la phase d'étude engagée par la commission ad

hoc, mise en place pour la circonstance, a dévoilé d'importantes défaillances. D'où la nécessité de régler cet épineux problème dans le cadre d'un audit général des actions de la GCA.

Mais le ministère de l'Agriculture ne devrait pas pour autant mettre un terme au programme de mise en valeur par la concession. «Le groupe est chargé de proposer un plan de relance détaillé du programme de mise en valeur des terres par les concessions», indique le ministre dans sa décision. Le groupe de travail devra donc remettre les compteurs à zéro.

T. H.

RÉHABILITATION DE LA MITIDJA

Y a-t-il volonté de faire aboutir ce projet ?

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural vient de définir les grandes lignes d'un projet de réhabilitation et de développement de la Mitidja. S'il y a eu, par le passé, des expériences similaires, qui ont toutes échoué, y a-t-il, cette fois-ci, une véritable volonté d'atteindre cet objectif ? Et ce d'autant plus qu'un grand problème se pose, celui de l'urbanisation des terres agricoles.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Interrogé en marge d'un séminaire sur la réhabilitation de la Mitidja, organisé hier à l'Institut national de recherche agronomique d'Algérie (INRAA), le secrétaire général du ministère de

l'Agriculture, Sid-Ahmed Ferroukhi, a reconnu qu'un problème de construction sur des terres agricoles se pose réellement. Pour lui, la meilleure façon de protéger les terres fertiles de la Mitidja reste le développement de projets

agricoles, soulignant, au passage, qu'il y a aujourd'hui des lois strictes qui répriment ces agissements. Or, les gens continuent de construire sur des terres agricoles, au vu et au su de tout le monde, alors que très peu de poursuites sont engagées à leur encontre, pour ne pas dire aucune. La plaine de la Mitidja, d'une superficie de 140 000 hectares et qui s'étend sur cinq wilayas (Tipasa, Médéa, Alger, Boumerdès et Aïn-Defla), subit aujourd'hui une urbanisation,

souvent illégale, fatale pour son potentiel agricole important. S'il y a lieu, aujourd'hui, de sauver les meubles, il faut arrêter de construire. Mais lorsqu'on voit l'Etat, lui-même, recourir à ce genre de projets, il y a de quoi ne pas espérer grand-chose, même si cela se fait souvent sous prétexte d'utilité publique.

Du moment qu'il s'agit, là, d'une réalité, le mal étant fait, la seule solution, aux yeux de Ferroukhi, demeure de trouver un équilibre entre l'«aménagement urbain» et les «projets

agricoles». Selon un agriculteur activant dans la région de la Mitidja, venu assister au séminaire, le problème de l'urbanisation de la région de la Mitidja ne pourra trouver de solution dans l'immédiat, pour ne pas dire qu'il est déjà trop tard pour cela. L'origine du problème étant que les fils d'ex-agriculteurs, détenteurs de «permis d'exploitation» de terres agricoles, n'ont vu personne les empêcher de construire des habitations, et qu'il est difficile, aujourd'hui, de réparer les dégâts. «Dans

les pays conscients de la valeur d'une terre agricole, on retire le permis d'exploitation à tout agriculteur qui n'exploite pas sa terre», a-t-il souligné. Enfin, Ferroukhi a tenu à préciser que le ministère de l'Agriculture ne compte pas abandonner ces terres, même si elles se trouvent à l'intérieur des tissus urbains.

Au contraire, ajoute-t-il, «on doit développer l'agriculture autour des zones urbaines, pour répondre aux besoins alimentaires des citoyens».

M. M.

FINANCEMENT EN LEASING DES ENTREPRISES

Lancement d'une société algéro-portugaise

La Banque extérieure d'Algérie (BEA), le Fonds d'investissement Swicorp-Algérie et la banque portugaise privée Banco Espirito Santo (BES) viennent de donner le la à la création d'une société de crédit-bail. En attendant d'obtenir l'autorisation d'exercice du Conseil de la monnaie et du crédit auprès de la Banque d'Algérie, les trois partenaires ont signé hier un pacte d'actionnaires pour la création de la société ljar Leasing Algérie (ILA).

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - De droit algérien et dotée d'un capital minimal de 3,5 milliards de dinars, la société ILA sera détenue par la BEA à 59 % avec possibilité de cession partielle à des investisseurs algériens, par la BES à 35 % et par Swicorp à 6 %. Vocation de cette société, fournir des produits et services de crédit-bail dans des

domaines aussi variés que l'immobilier professionnel, la fourniture d'équipements et matériels roulants et de production au profit des entreprises en création, en développement et en compétition.

Qualifiée d'inédite, cette opération partenariale permet à la BEA de fournir sa clientèle notamment les PME qui représentent un portefeuille d'en-

gagements de 25 %. Mais aussi de bénéficier d'un apport en matière de professionnalisation, expertise technique, marketing et juridique, formation et vulgarisation de la part de la société portugaise BES qui est leader dans ce domaine, ainsi que des services et conseils de Swicorp Algérie. En signalant que la BEA développera dès le début 2010 un autre partenariat avec BES ainsi qu'avec la société française Siparex dans le domaine du capital investissement.

Et en notant que le financement en leasing représente actuellement un portefeuille d'engagements de l'ordre de 15 à 20 milliards de dinars et se développe fortement.

En effet, il complète le mode de

financement bancaire classique, assurant 100 % des besoins pour une durée de loyer de 5 à 7 ans.

Comme ce mode apporte davantage de flexibilité et n'aggrave pas les charges financières des entreprises viables, a contrario du crédit bancaire classique. Par ailleurs, la banque portugaise BES affirme prioriser le déve-

loppement de la coopération dans le domaine de l'implémentation du crédit-bail et du capital investissement mais n'écarte pas pour autant une implantation directe dans notre pays si l'évolution des relations commerciales et financières entre l'Algérie et le Portugal le justifie.

C. B.

Bancassurance

La BEA compte développer la bancassurance au niveau d'une dizaine d'agences pilotes, dès le début janvier 2010. Un partenariat en ce sens a été impulsé avec les deux compagnies d'assurances publiques CAAT et CAAR. Néanmoins, le partenariat escompté avec un important opérateur étranger n'est pas encore finalisé, selon le P-dg de la BEA, Mohamed Loukal.

C. B.

Sit-in de femmes devant le siège de la wilaya d'Oran

Le siège de la wilaya d'Oran a été le lieu d'un sit-in organisé par des femmes venues de la localité de Sidi Marouf, daïra d'Es Senia, hier matin, au moment où se tenait dans l'hémicycle une rencontre régionale sur l'environnement.

La trentaine de femmes, qui sont restées des heures durant debout sur les marches de la wilaya, s'est rassemblée pour dénoncer les conditions de vie des 117 familles qui occupent le lieudit l'ex-Hôtel El Asnabi.

Munies de leurs dossiers de demande de logement, certains remontent à plus de 10 ans, et d'autres documents comme les rapports des services d'hygiène et de la Protection civile déclarant les lieux comme dangereux, ces femmes ont

fait part de leur exaspération. «Nous vivons dans des conditions déplorables : insalubrité, sans eau et sans électricité, absence de sanitaires, avec la peur que la bâtisse ne s'écroule sur nous», nous disent certaines et à et d'autres d'évoquer le voisinage qui est des plus dange-

reux. Le P/APC de la commune de Sidi Chahmi, à laquelle est rattachée cette localité, a expliqué aux familles qu'il ne disposait que de 300 logements sociaux et que cette situation le dépassait, nous ont rapporté les manifestantes. D'où leur démarche pour porter leur revendication à l'attention du premier magistrat de la ville. «Le logement est un droit et nous le revendiquons.

Nous voulons un logement décent pour nous et nos enfants, l'attente n'a

que trop duré», nous diront, en substance, les protestataires. Un représentant du wali se chargera de prendre en charge la demande d'audience des femmes mais ces der-

nières, sans illusion, lâcheront : «Nous avons fait des dizaines de demandes et rien n'a changé et personne n'a daigné nous écouter.» Après Tafraoui et ces derniers jours le

centre-ville d'Oran, les regroupements de citoyens se multiplient avec la même revendication, avoir un toit décent.

Fayçal M.

RÉSEAU NOUR 21  
Cinq projets retenus

Cinq contrats de financement de projets de recherche retenus par le réseau Nour 21 ont été signés hier, au Centre de développement des technologies avancées à Alger par le Directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSTD) du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M Hafid Aouarag. Ces projets de recherche versent dans le domaine de la photonique.

Lors de la réunion annuelle des deux comités de pilotage et scientifique du réseau Nour 21, qui s'est déroulée le 20 et 21 du mois en cours, il a été annoncé le lancement du deuxième programme industriel du réseau à savoir le programme ALFATEC (Algerian Fiber and Application Technology) ainsi que le troisième programme national ALMATEC (Algerian Materials Technology). Par ailleurs, une école thématique dans le domaine du Laser sera mise en place, dont les travaux se tiendront du 27 mars au 4 avril 2010.

Rym Nasri